

Le deuxième texte de loi, la résolution n° 67, condamne toute intervention étrangère, y compris américaine, au Salvador. Elle demande que l'on parvienne à un accord négocié et que l'on mette fin à l'aide militaire américaine tant que le comité de la Chambre sur les affaires étrangères n'aura pas reconsidéré cette aide.

En ce qui concerne la troisième résolution, proposée par le représentant Ottinger, elle vise à restreindre les pouvoirs du président en matière d'intervention militaire américaine à l'étranger. Les sénateurs Kennedy et Thongas ont déclaré vendredi qu'ils déposeraient cette semaine un texte de loi visant à mettre fin à l'intervention militaire américaine au Salvador.

L'opposition à la politique américaine au Salvador se manifeste beaucoup plus vigoureusement aux États-Unis dans les journaux, dans des revues et même au Congrès, comparativement à la réserve du gouvernement du Canada. Selon le ministre, la motion ne vise qu'à créer des tensions entre le Canada et les États-Unis. Toutes ces critiques qui émanent du Congrès des États-Unis ainsi que de la presse, laissent-elles le ministre indifférent? Compte tenu des informations dont il dispose, le ministre n'a-t-il aucune idée des éléments qui composent le front démocratique révolutionnaire? Ne sait-il pas que le front regroupe une quarantaine d'organismes distincts? Bien sûr que l'on y rencontre des communistes; mais il y a aussi des socio-démocrates, des socialistes, des conservateurs, de petits commerçants, de nombreux prêtres catholiques et aussi, comme il le sait, beaucoup de représentants de l'église du Salvador, des associations de paysans et des syndicats ouvriers. À l'exception d'un groupe financé par la CIA, il n'y a pas un seul organisme ouvrier qui n'appuie le front démocratique révolutionnaire.

Quand le secrétaire Haig est venu au Canada pour expliquer au ministre sa propre perception de la situation au Salvador, le ministre a acquiescé à tout, sans demander la preuve des énormes quantités d'armes qui proviendraient de Cuba, du Nicaragua ou du bloc soviétique. En fait, le Département d'État n'a jamais publié de preuves. Il ne cesse de nous répéter qu'il en a, mais il ne semble pas disposé à les publier. Il semblerait que même le chef de la junte du Salvador n'ait pas vu de preuves puisqu'il n'a rien dit, même pas que cela pouvait exister. Nous devons savoir ce qu'il en est.

Un grand nombre d'entre nous, dont le ministre j'en suis certain, ont été amenés à croire à beaucoup de «preuves» durant la guerre du Vietnam, preuves recueillies là aussi par la CIA, des preuves qui se sont révélées fantaisistes ou fausses. Pourquoi ne pas tous réclamer une enquête. Une enquête sur cette intervention étrangère. Un examen juste et impartial de la situation. Nous refusons de croire les yeux fermés des affirmations dont on refuse de nous montrer les fondements.

Aucun des documents n'a été publié. Les dirigeants du Mexique, du Venezuela et même tous les pays de l'ouest de l'Europe qui ont reçu la visite d'un émissaire du Secrétariat d'État, se sont montrés très sceptiques. Puisque nous comptons parmi les meilleurs amis des États-Unis, il est de notre devoir d'élever la voix quand nous estimons qu'ils poursuivent une politique susceptible de créer un autre Vietnam. C'est indéniablement une chose qui ne doit pas nous laisser indifférents. Il ne faut pas espérer non plus que quelqu'un d'autre le fasse à notre place. Il est absurde de prétendre, comme le ministre l'a fait, que cela ne concerne pas le Canada, que notre influence

El Salvador

ne peut être aussi forte que celle, par exemple, du Mexique, du Brésil ou du Venezuela. Le Salvador fait partie de notre hémisphère. Si je ne m'abuse, le Salvador est plus près d'Ottawa que Vancouver et il a toujours fait partie de notre hémisphère. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies, Jeanne Kirkpatrick, affirme qu'on ne peut pas comparer l'intervention des États-Unis au Salvador à ce qui s'est passé au Vietnam parce que le Salvador fait partie de notre hémisphère. À la télévision l'autre soir, elle a affirmé que la différence, c'est que le conflit en question touche notre hémisphère. Raison de plus pour que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le premier ministre (M. Trudeau) déclarent de toute urgence, avec sincérité et énergiquement que, comme bien des groupes de la société et du gouvernement américains, les pays de l'Europe de l'Ouest et bon nombre de pays d'Amérique latine, les Canadiens s'opposent à l'intervention des États-Unis au Salvador. Nous devons aussi songer à la brutalité des forces de droite au Salvador qui sont encouragées directement ou indirectement par la junte qui gouverne le pays.

● (1730)

Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur 12,000 morts violentes. L'ancien ambassadeur des États-Unis au Salvador, M. White, a lui-même déclaré que 80 p. 100 de ces morts avaient été causées par les troupes gouvernementales ou des soldats protégés par le gouvernement. À titre d'êtres humains, nous ne pouvons pas passer une telle situation sous silence, comme le ministre semble le faire. Si les États-Unis fournissent plus d'aide militaire au Salvador, il y aura nécessairement plus de violence. Comme d'autres députés l'ont dit cet après-midi, ce conflit doit être résolu par des moyens politiques, bien que, d'après ce qu'il a dit l'autre jour, le secrétaire Haig ne semble pas penser qu'une telle solution soit possible.

Le gouvernement fédéral s'est laissé prendre à son propre jeu parce qu'il veut s'entendre à tout prix avec le président des États-Unis dans l'espoir que le traité sur les pêches sera ratifié, que la construction du tronçon nord du pipeline sera financé et que les Américains ne s'offusqueront pas trop de la politique énergétique nationale du gouvernement. À cause de cela, il a presque succombé à la tentation de conclure qu'il approuvera automatiquement ce que décidera le gouvernement des États-Unis. En adoptant une telle attitude, le gouvernement rend non seulement un mauvais service aux Canadiens, mais aussi un très mauvais service à nos amis aux États-Unis qui s'opposent à la politique de leur propre gouvernement. Ils se tournent vers nous et constatent que nous nous rangeons servilement du côté du gouvernement des États-Unis. Nous avons tous des amis américains, et nous savons tous à quel point notre attitude et les initiatives que nous avons prises ces jours-ci les préoccupent.

Le ministre de la Défense nationale (M. Lamontagne) a déclaré aujourd'hui que le président Reagan ratifierait le NORAD au cours de sa visite au Canada. Voilà une décision dont nous n'avons absolument pas discuté à la Chambre des communes. Les réponses fournies par le ministre cet après-midi n'abordaient clairement aucune des questions graves soulevées par le comité permanent, surtout quant au rôle du Canada dans le domaine aérospatial—plutôt que simplement dans celui de l'espace aérien—une question qui ne figure pas dans l'accord actuel du NORAD. En fait, cet accord ne touche